



COMMUNIQUÉ
Paris, le 29/09/2020

PLF 2021 ET BONUS/MALUS AUTO : QUI POURRA ENCORE ACHETER UNE VOITRE NEUVE ?

Le projet de loi de Finances pour 2021 a été présenté par Bercy le lundi 28 septembre 2020. Celui-ci prévoit notamment une baisse drastique du « bonus écologique » portant sur l'achat de véhicules « propres », réduisant ainsi à peau de chagrin les aides financières de l'État. L'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce l'hypocrisie gouvernementale, qui consiste à promouvoir les voitures les moins polluantes, tout en les rendant inaccessibles pour la grande majorité des automobilistes.

L'automobile, responsable de tous les maux de la planète

Laver plus vert que vert. C'est le combat dans lequel se sont lancés Emmanuel MACRON et son gouvernement dans cette dernière partie de quinquennat. « Mais pour faire vite – puisqu'on nous rabâche sans cesse qu'il y a 'urgence' – il semblerait qu'il faille aussi faire 'grossier'. Et plutôt donc que de s'attaquer aux sujets de fond, que l'on sait délicats et complexes, le plus simple était de trouver le coupable idéal et d'en faire un symbole de tout ce qui va mal dans le monde. Ce responsable, c'est bien entendu le secteur automobile » dénonce Daniel QUÉRO, président de « 40 millions d'automobilistes ».

Certes, cette posture gouvernementale n'est pas inédite. Si l'idée de mettre au rebut ou de dissuader l'achat des véhicules les plus polluants via un malus pour épurer le parc automobile date de 2008 (mesure issue du premier Grenelle de l'Environnement), elle s'accompagnait jusqu'à récemment d'un soutien financier de l'État, sous forme de bonus environnemental ou écologique pour l'acquisition d'un véhicule jugé vertueux : véhicule électrique, hybride (rechargeable ou non) ou véhicule thermique récent.

Une politique écologique hypocrite

Mais avec le barème mis en œuvre par le PLF 2021, le Gouvernement montre son vrai visage. Car non seulement Bercy entend suivre la préconisation formulée en juin dernier par la Convention citoyenne pour le Climat en renforçant très fortement le malus écologique (en abaissant le seuil de déclenchement et en faisant passer le montant maximum de 20 000 à 40 000 euros), mais il prévoit également de réduire drastiquement les montants et de resserrer les conditions d'accès au bonus écologique et à la prime à la conversion.

Bercy prétend que ces diminutions se justifient par la meilleure compétitivité des véhicules électriques par rapport aux véhicules thermiques. « La vérité, c'est que si le nombre de véhicules électriques achetés en France ces derniers mois a en effet nettement progressé (toute mesure gardée, car ils ne représentent encore qu'à peine 6 % des immatriculations en 2020 et une part infime du parc roulant), c'est uniquement à la faveur d'un bonus écologique et d'une prime à la conversion avantageux et accessibles à de nombreux foyers. C'est aussi la situation que l'on retrouve sur les marchés automobiles scandinaves, fortement électrifiés, mais sous perfusion de subventions d'État depuis de très nombreuses années », explique Pierre CHASSERAY, délégué général de l'association.

Mais « cette démarche consistant à réduire les aides financières à l'achat de véhicules propres en même temps que d'alourdir très fortement la fiscalité sur les véhicules moins vertueux n'est qu'une preuve de plus, s'il en fallait, de la volonté de l'État français de tuer l'industrie automobile et de supprimer du paysage tout ce qui compte 4 roues et un moteur » fustige Daniel QUÉRO.

Notons en outre que la fiscalité portant sur l'essence sans plomb 95 E10 – carburant réputé plus vertueux puisqu'intégrant une part de bioéthanol – devrait être alignée sur celle des carburants fossiles traditionnels. Devenu le carburant majoritairement plébiscité par les Français afin d'économiser sur leurs déplacements, cette augmentation de la fiscalité pourrait avoir, outre les conséquences dramatiques pour la filière, des conséquences catastrophiques sur le coût de déplacement des automobilistes.

« Il n'y a aucune cohérence dans les mesures gouvernementales. Après avoir augmenté la fiscalité sur le diesel, le Gouvernement montre son vrai visage en s'attaquant à présent aux possesseurs de véhicules essence, ajoute Pierre CHASSERAY. Avec de telles mesures, qui, dans 2 ans, pourra encore acheter une voiture neuve ? » s'interroge-t-il.



CONTACT PRESSE :

Tél. : 02 43 50 06 35
Port. : 06 10 07 48 26



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



A propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com